

PGSSE-PIC

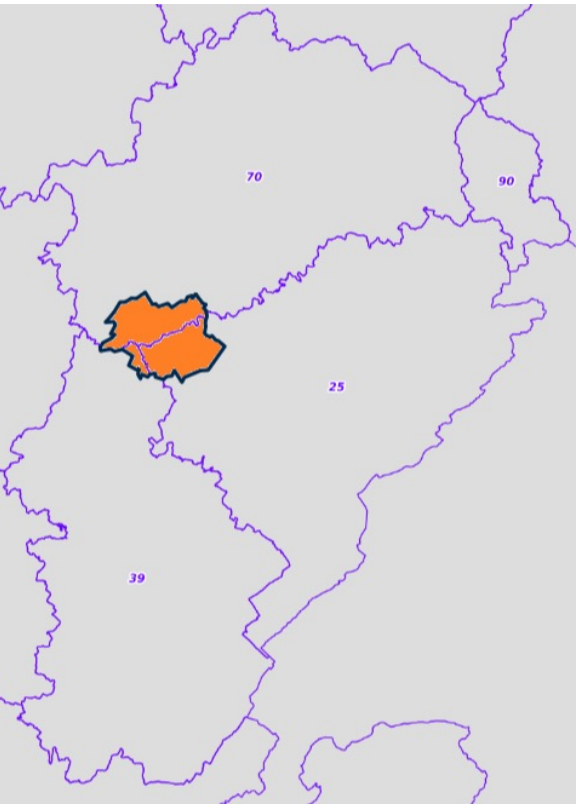
Présentation ASCOMADE



**Syndicat Intercommunal
des Eaux du Val de l'Ognon**

LE TERRITOIRE

67 communes



Le SIEVO est composé de 26 agents.

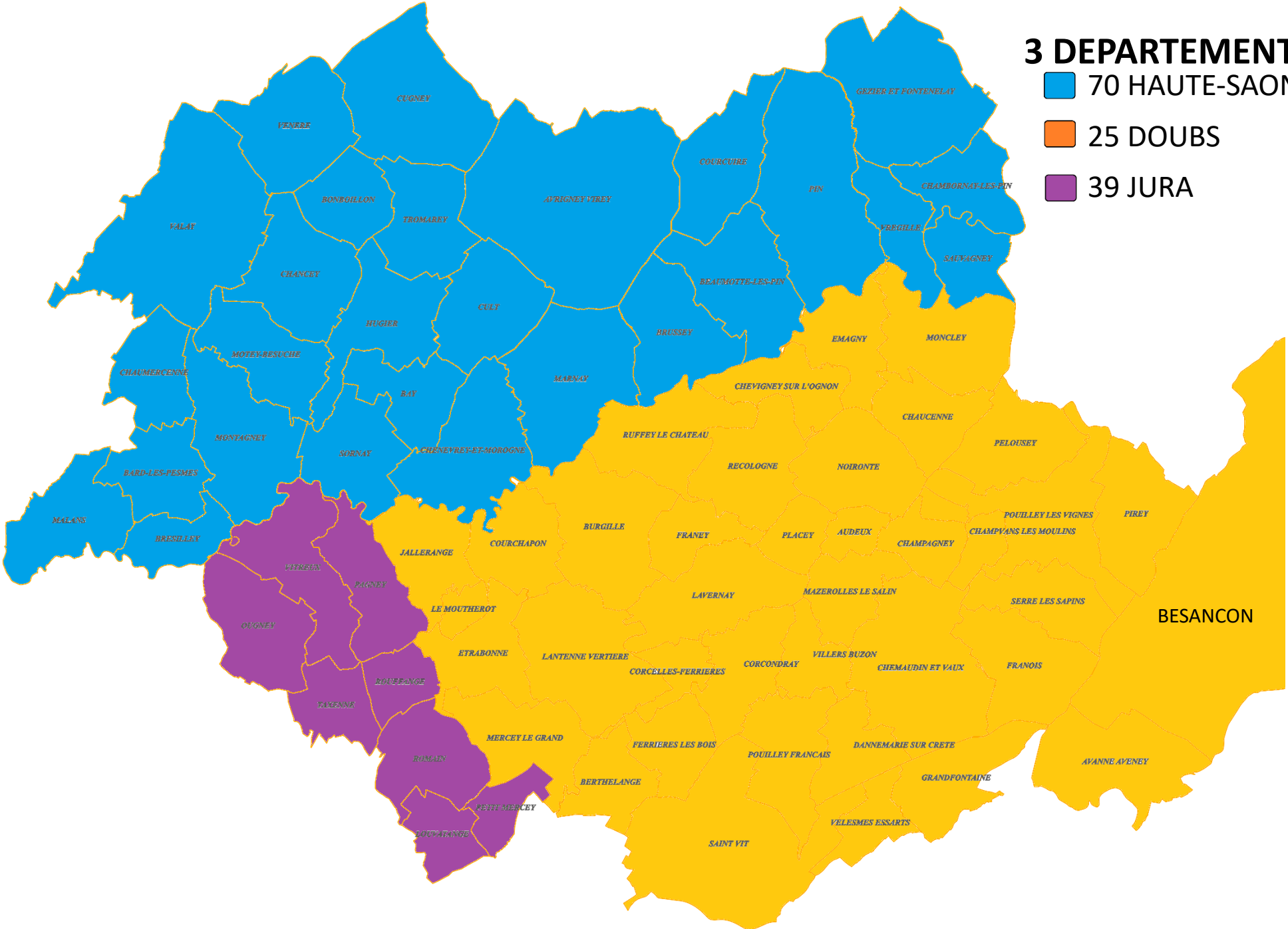
- Un Directeur,
- Pôle Administratif: 5 agents
- Pôle Ingénierie 2 agents
- Pôle Eau Potable: 4 agents
- Pôle Travaux: 8 agents
- Pôle Assainissement: 5 agents
- Un agent d'entretien.

3 DEPARTEMENTS





70 HAUTE-SAONE

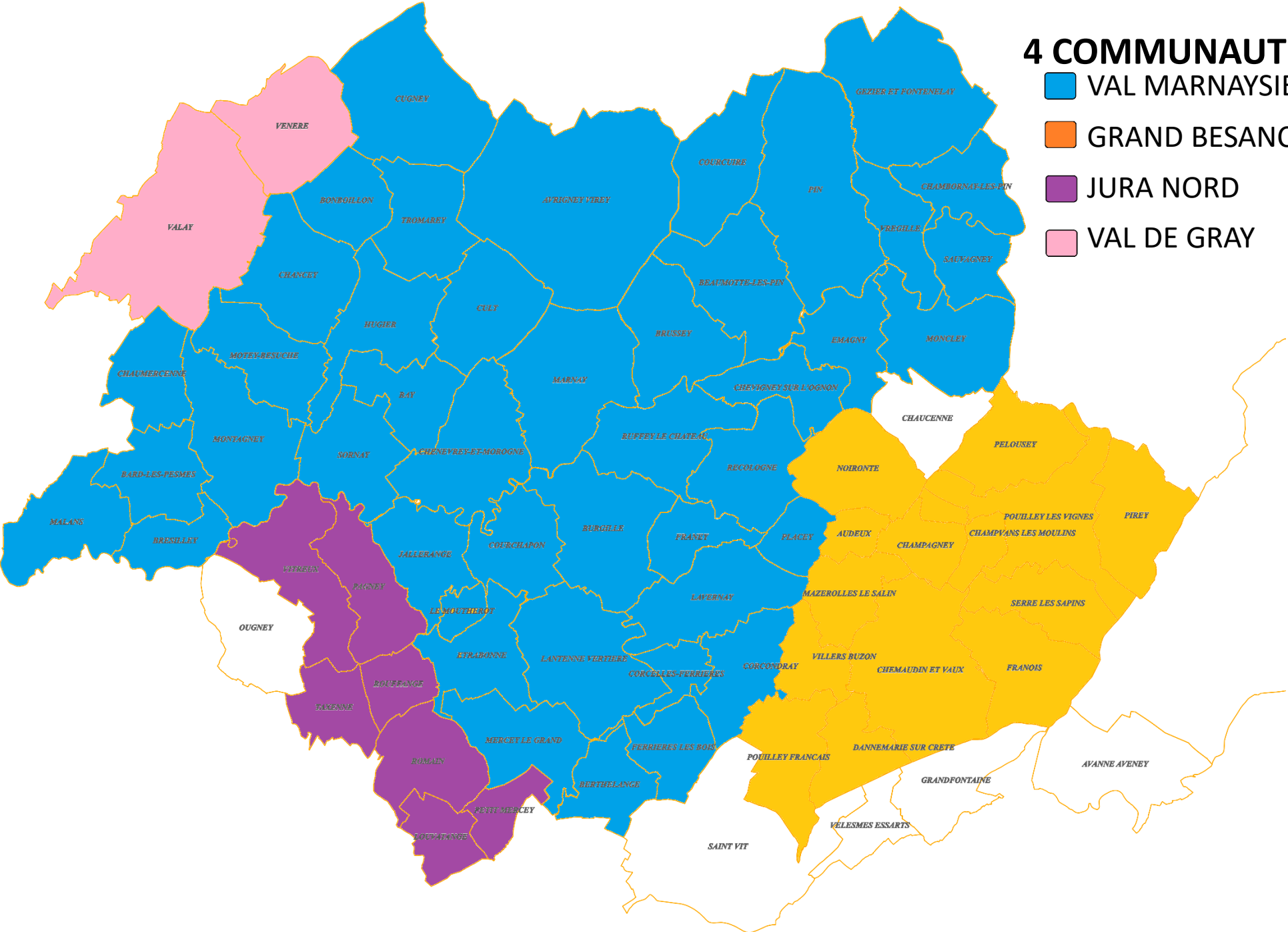
25 DOUBS

39 JURA



4 COMMUNAUTES DE COMMUNES

-  VAL MARNAYSIEN
-  GRAND BESANCON METROPLE
-  JURA NORD
-  VAL DE GRAY



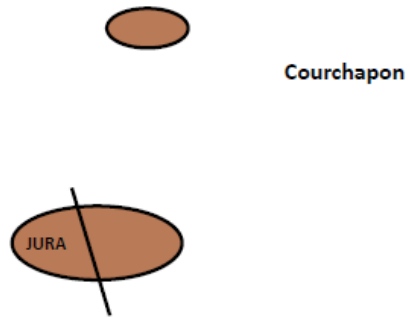
Historique

Création 1946

13 Communes

Création 1946 13 Communes

70
—
25

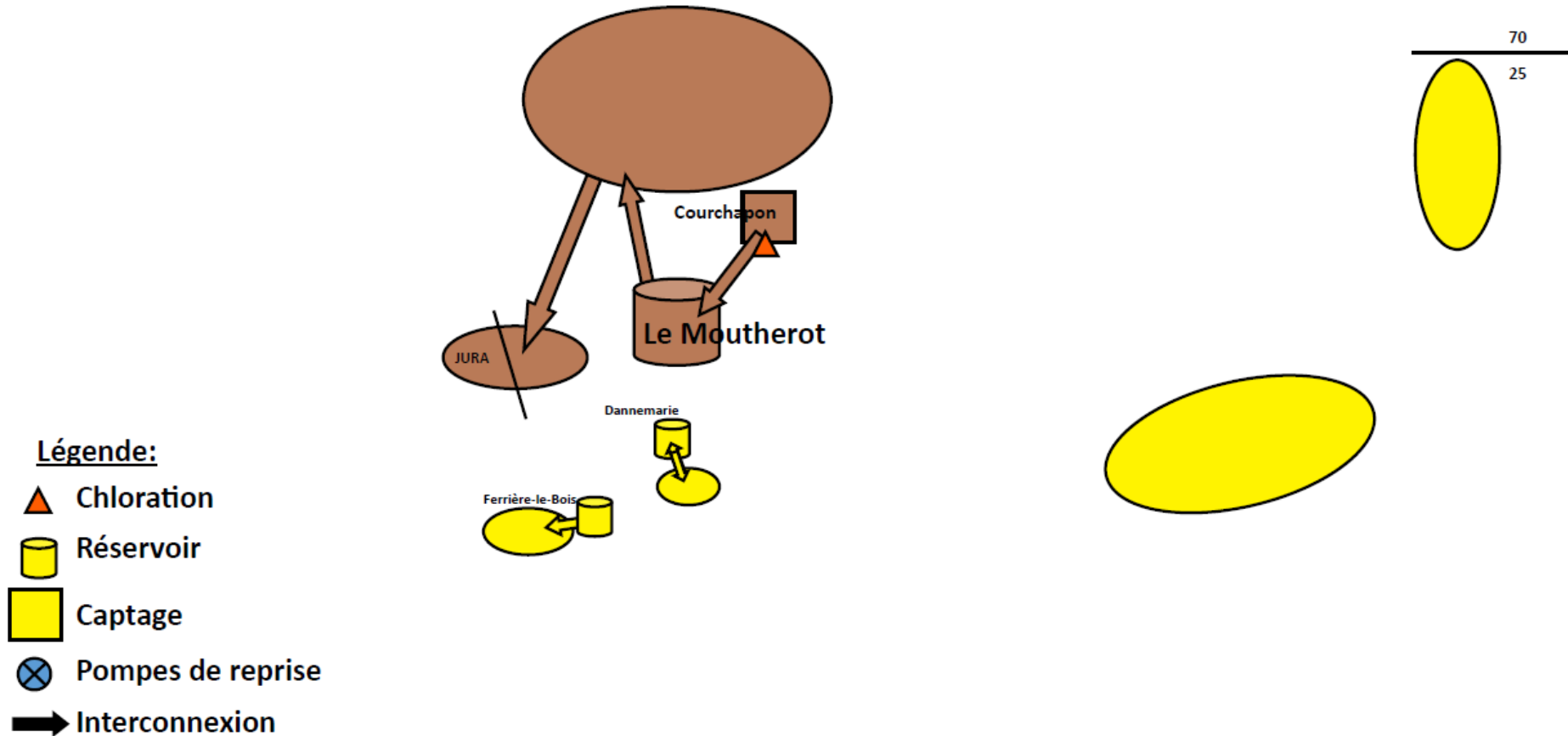


Légende:

- ▲ Chloration
- 🗄 Réservoir
- 🟡 Captage
- ⊗ Pompes de reprise
- ➡ Interconnexion

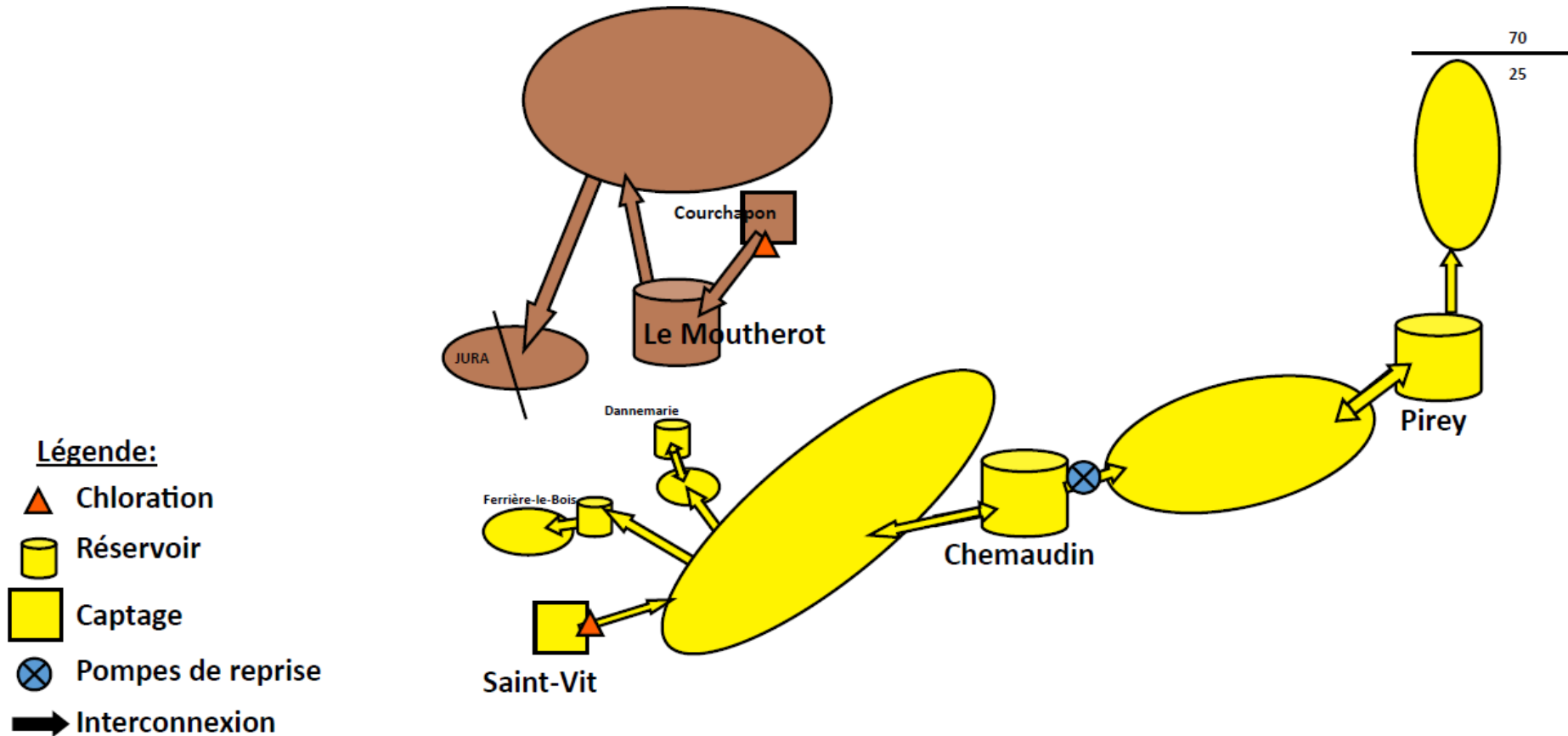
1947

Création de la station de pompage de Courchapon



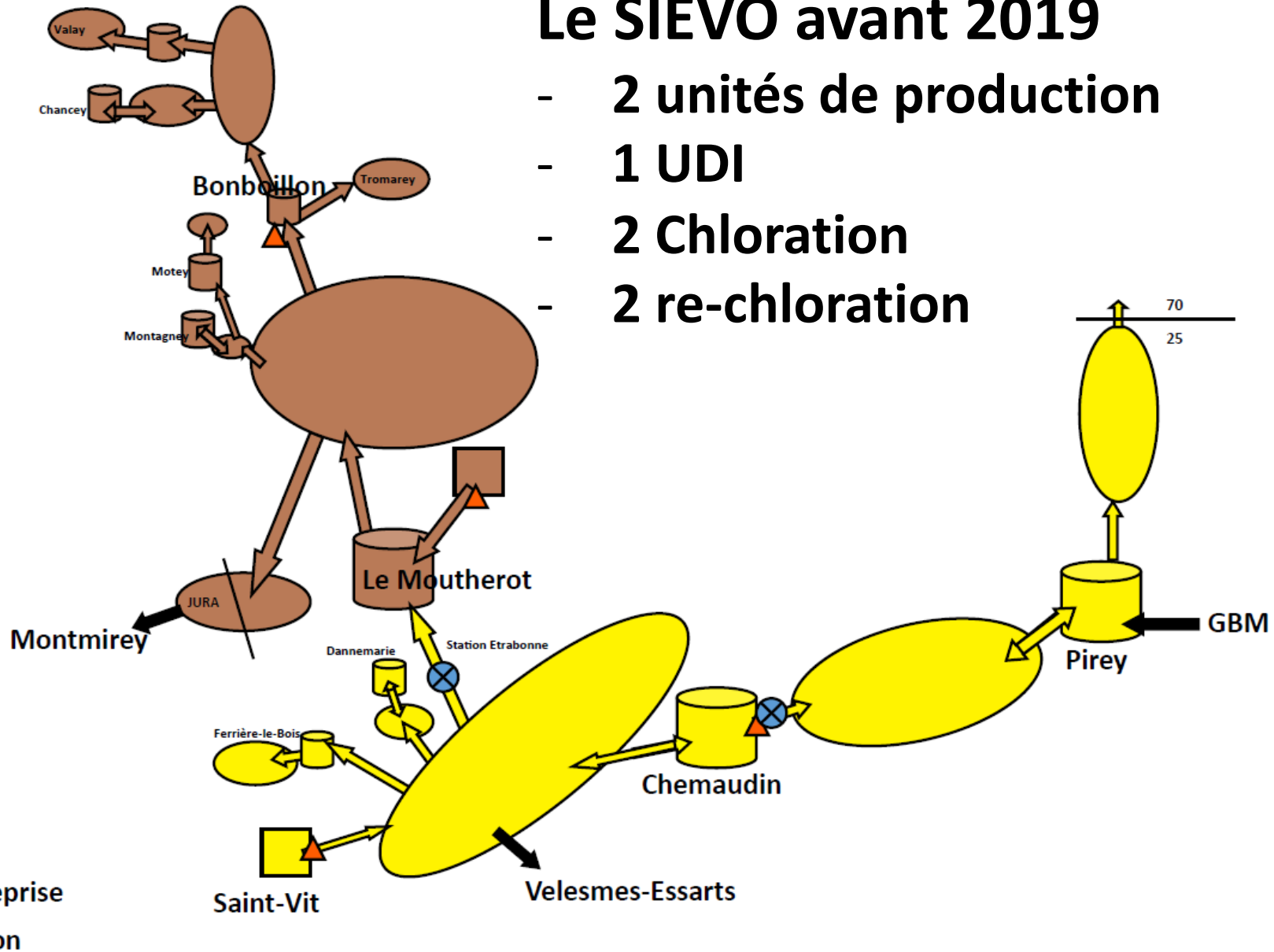
1976

Création de la station de pompage de Saint-Vit



Le SIEVO avant 2019

- 2 unités de production
- 1 UDI
- 2 Chloration
- 2 re-chloration

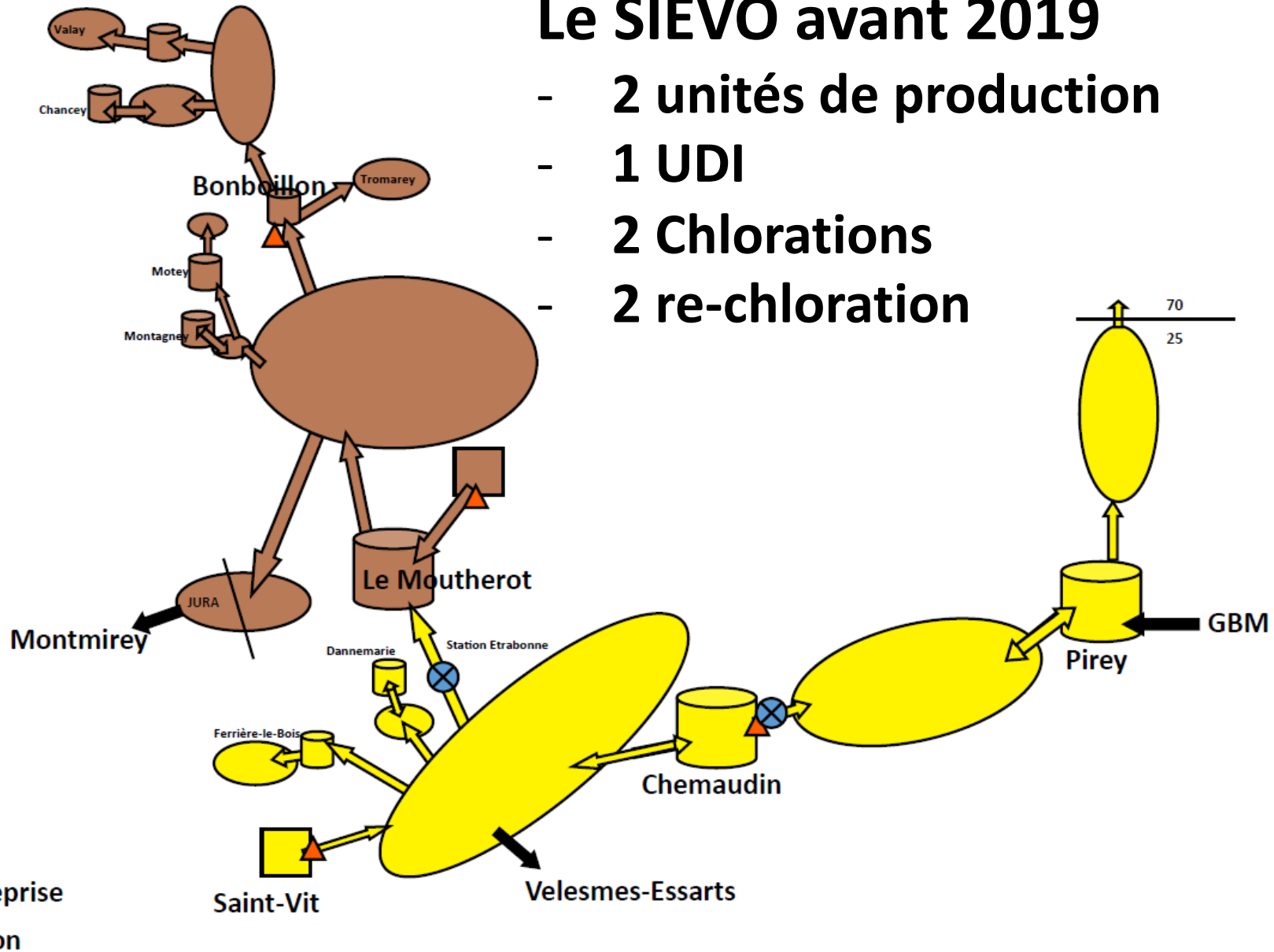


Pourquoi un PGSSE?

- 01/01/2019 mise en application de Loi NOTRé
par la COMCOM du Val Marnaysien**

Le SIEVO avant 2019

- 2 unités de production
- 1 UDI
- 2 Chlorations
- 2 re-chloration



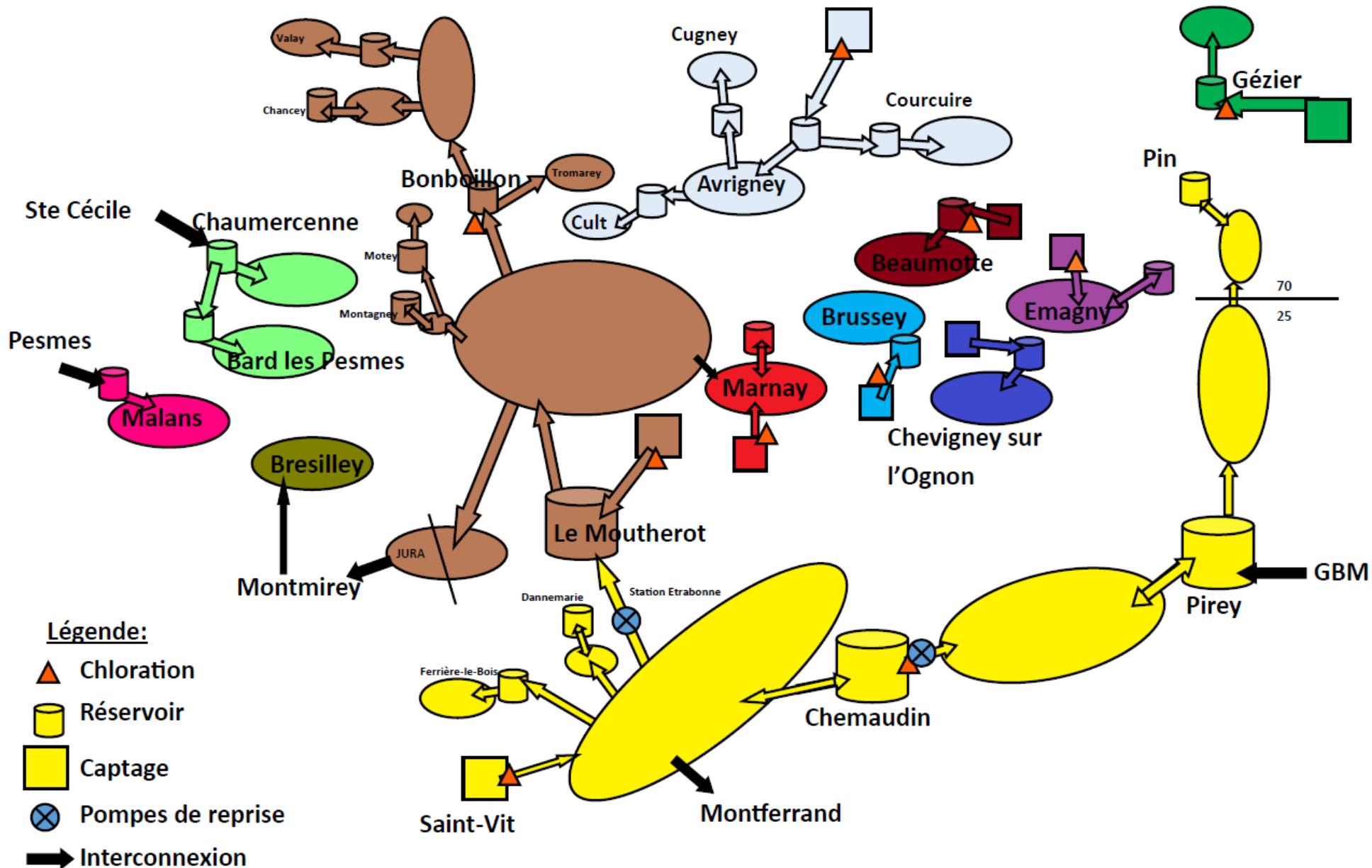
01/01/2019

2+7 unités de productions

2+6 chlorations

+1 UV

2 re-chlorations



+33%

- **Communes adhérentes: 50 à 67**
- **Abonnés: 12 000 à 16 000**
- **Population: 24 000 à 33 000**
- **Longueur réseau: 415 à 550 km**
- **Personnel: 16 à 26(21+5) agents**
- **Facturé: 1 550 000 à 1 920 000 m³/an **24%****
- **Production: 2 000 000 à 2 450 000 m³/an **22%****

Besoin d'un SDEAP

- Plan du réseau des nouvelles communes informatisé de précision de classe A
- Etat des lieux:
 - Génie civil: Production, réservoir,
 - conduites: matériaux, vétustés
- Planning de travaux classé par priorité pour être éligible aux subventions

Le bureau d'étude Naldeo a été retenu

Lancement en février 2021

Directive européenne du 16 décembre 2020

Arrêté du 3 janvier 2021: obligation du PGSSE (2027 ressources, 2029 distribution)

Avenant au marché de Naldeo pour intégration du PGSSE

Meilleure connaissance du fonctionnement du réseau et des risques potentiels de pollution ou de rupture de continuité de service

VOLET FINANCIER

Schéma directeur 90 800 € HT

Subventions

50% Agence de l'eau

30% CD25/ Communes du 25

70% CD70/ Communes du 70

PGSSE 19 600 € HT

Subventions

50% Agence de l'eau

5000 € ARS

29,5% CD25/ Communes du 25

PHASE 1 ET 2 : RECUEIL DES DONNÉES, ANALYSE DES BESOINS, VISITE DES OUVRAGES ET ÉQUIPEMENTS

Recueil, Analyse et synthèse des données

3 mois

PHASE 3 : RELEVÉ GÉORÉFÉRENCÉ

Cette phase concerne uniquement les 17 « nouvelles » communes du Syndicat adhérentes depuis 2019

6 mois

PHASE 4 : BILAN RESSOURCES/BESOINS, MESURES MAITRISE DE RISQUES

Etat des besoins, mise en adéquation des infrastructures et outils de gestion. L'objectif est d'évaluer pour chaque UDI l'évolution des besoins en moyenne et en pointe en alimentation en eau potable et sa répartition sur les principaux secteurs de distribution

3 mois

MÉTHODOLOGIE DU SCHÉMA DIRECTEUR : PHASE 5

Etablissement du Schéma Directeur d'Eau Potable et du PGSSE

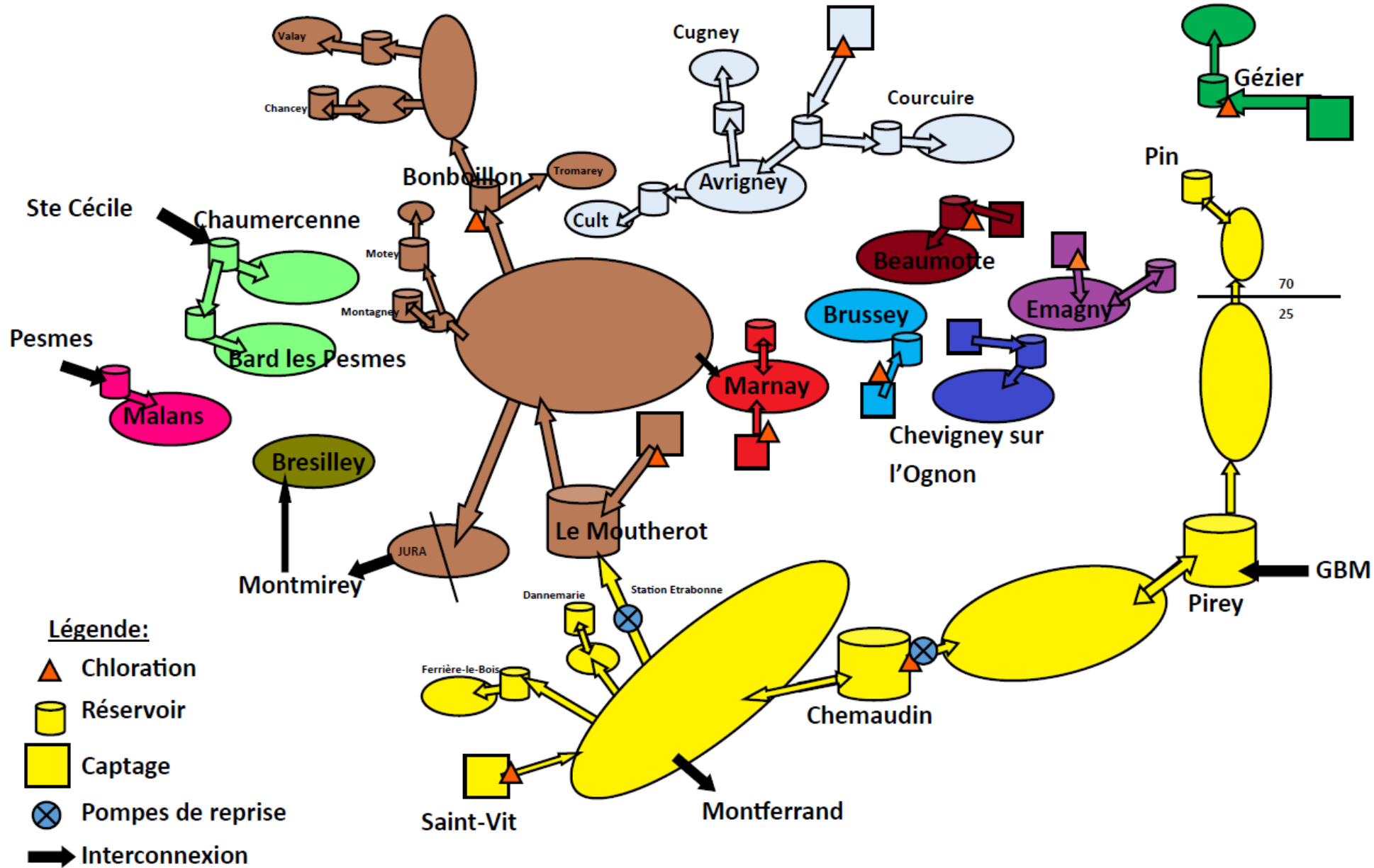
1 an

4.1.2.1

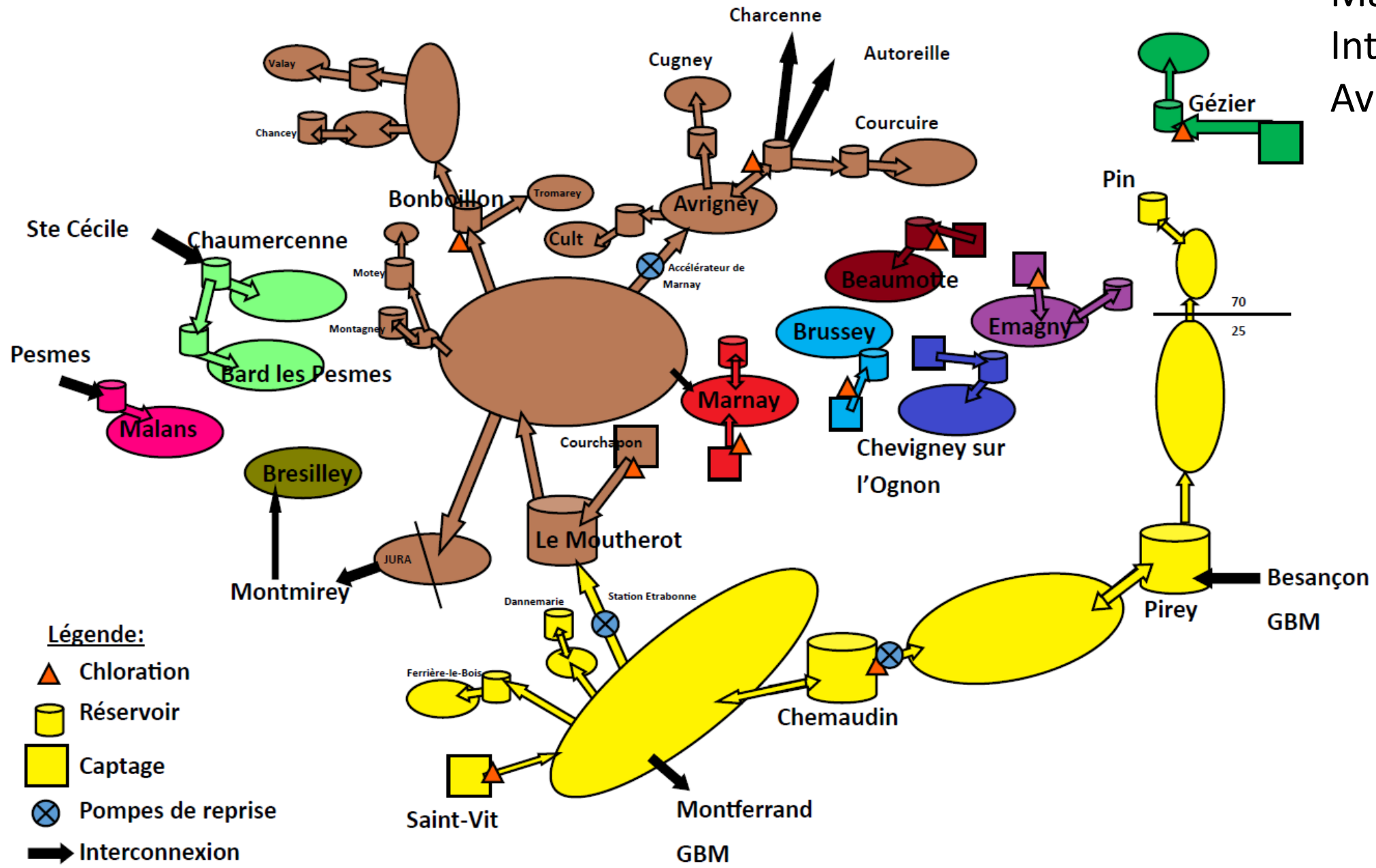
Ressources

CAPTAGES	CAUSES D'APPARITION / EVENEMENTS DANGEREUX	MESURE DE MAITRISE	TYPE DE MESURE	COURCHAPON				CHENEVREY				SAINT VIT				CHEVIGNEY			
				RISQUE INITIAL	MESURE	ABATTEMENT	RISQUE RESIDUEL	RISQUE INITIAL	MESURE	ABATTEMENT	RISQUE RESIDUEL	RISQUE INITIAL	MESURE	ABATTEMENT	RISQUE RESIDUEL	RISQUE INITIAL	MESURE	ABATTEMENT	RISQUE RESIDUEL
	Acte de malveillance / contamination intentionnelle de l'eau	Mise en œuvre des mesures Vigipirate	PHYSIQUE	16	X	90%	1,6	16	X	90%	1,6	16	X	90%	1,6	16		25%	12
		Conception adaptée des ouvrages	PHYSIQUE		X				X										
		Sécurisation (disponibilité d'une autre ressource)	PHYSIQUE		X				X										
		Mise en œuvre d'un système de remontée des alarmes (dépassement, intrusion, accès, etc.)	PHYSIQUE		X														
	Acte de malveillance / cyberattaque	Mise en œuvre des mesures Vigipirate	PHYSIQUE	16	X	90%	1,6	16	X	90%	1,6	16	X	90%	1,6	16	X	75%	4
		Mise en œuvre d'un système de pilotage manuel	PHYSIQUE		X				X										
		Sécurisation (disponibilité d'une autre ressource)	PHYSIQUE		X				X										
		Mise en œuvre d'un système de remontée des alarmes (dépassement, intrusion, accès, etc.)	PHYSIQUE		X				X										

Janvier 2019



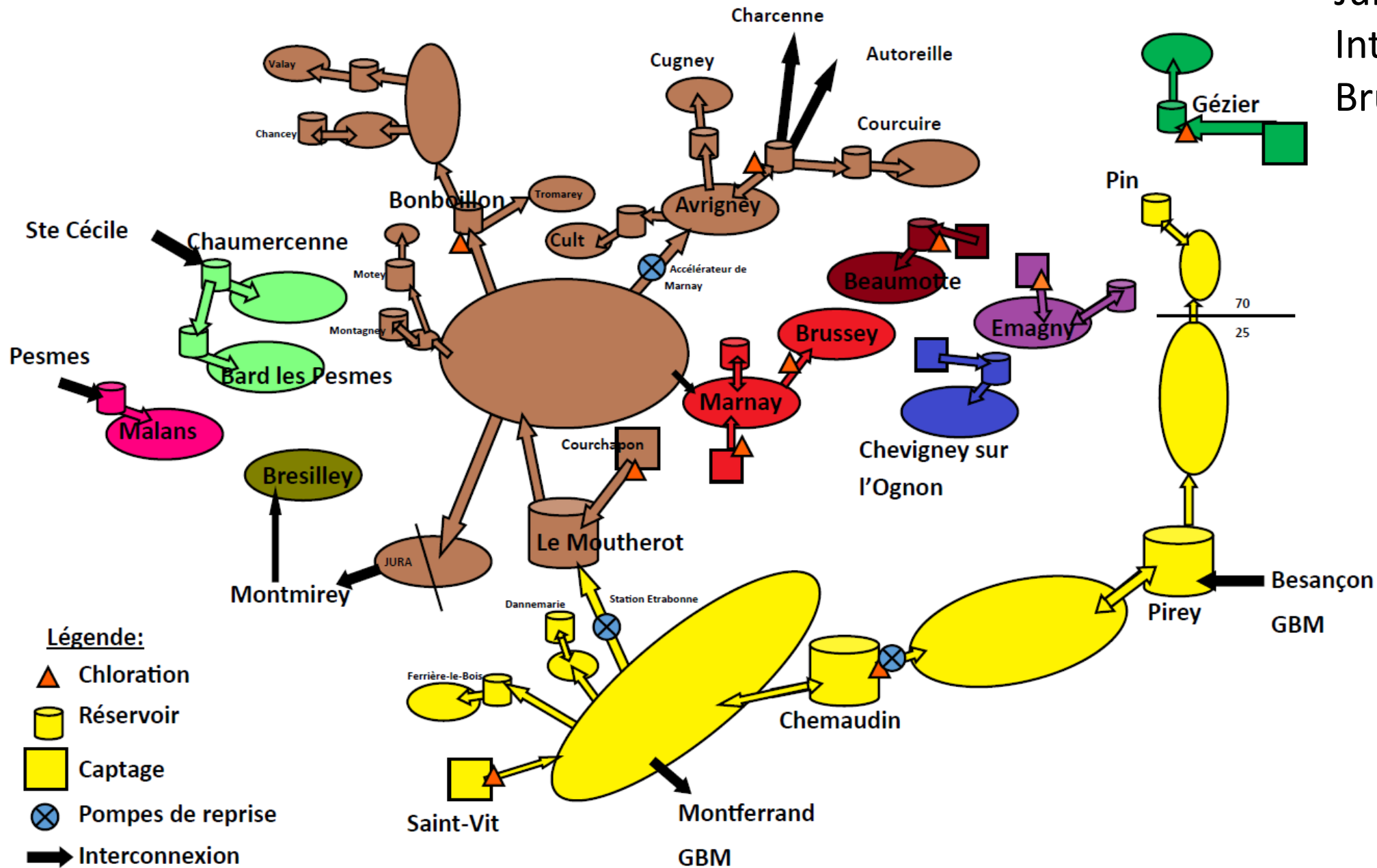
Mai 2019
Interconnexion
Avrigney



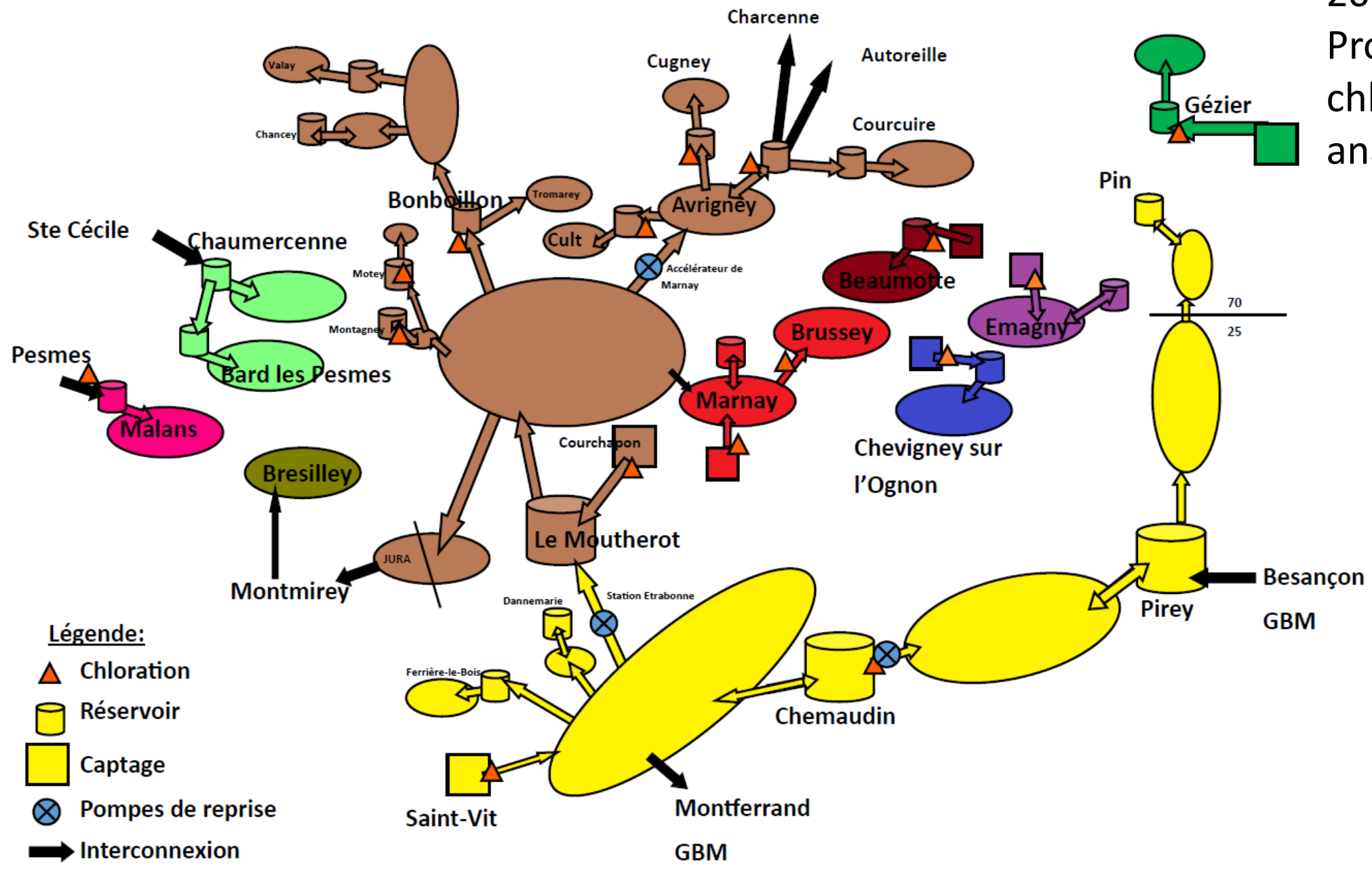
Légende:

- ▲ Chloration
- 🗿 Réservoir
- 🟡 Captage
- ⊗ Pompes de reprise
- ➡ Interconnexion

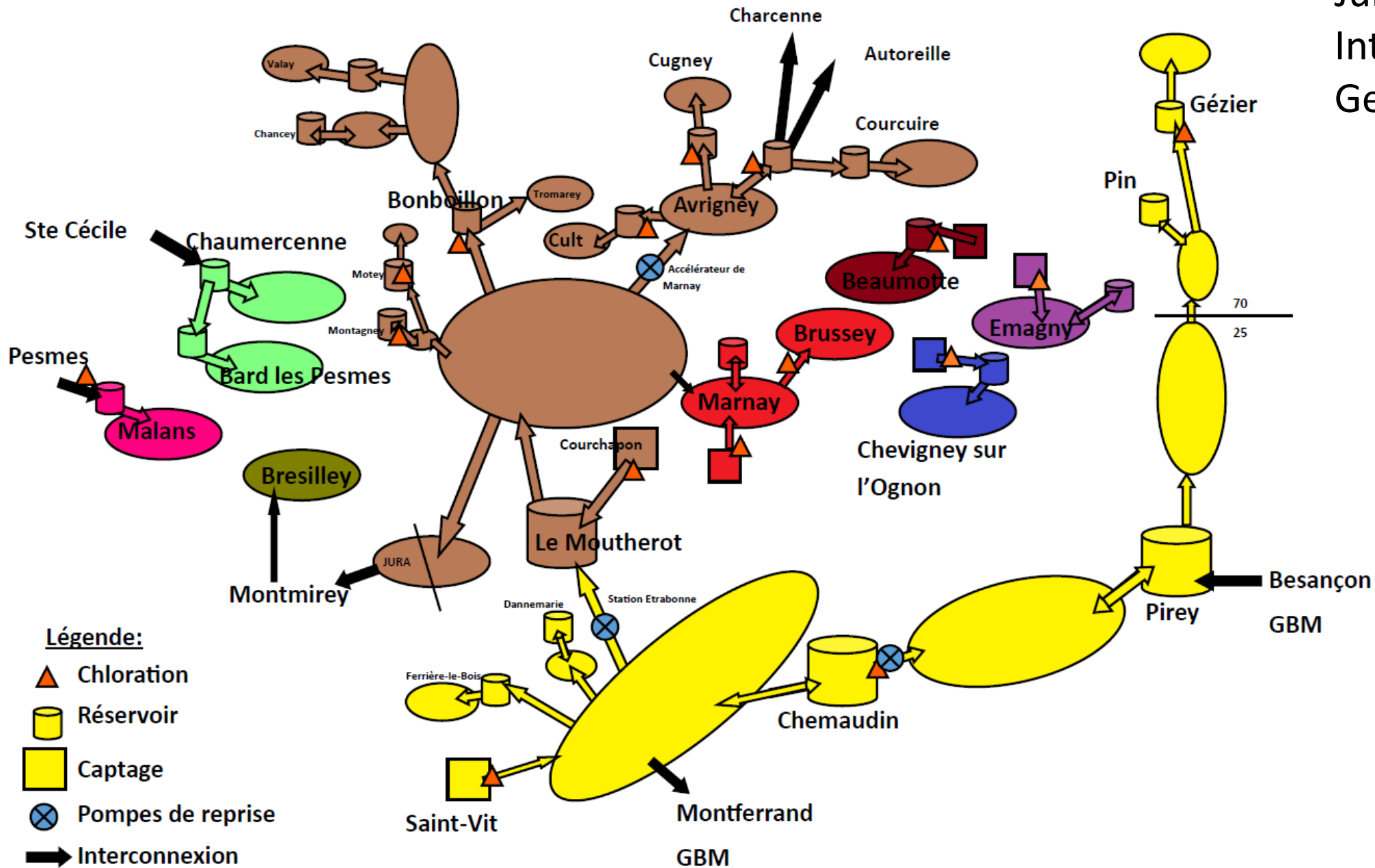
Juin 2019
Interconnexion
Brussey



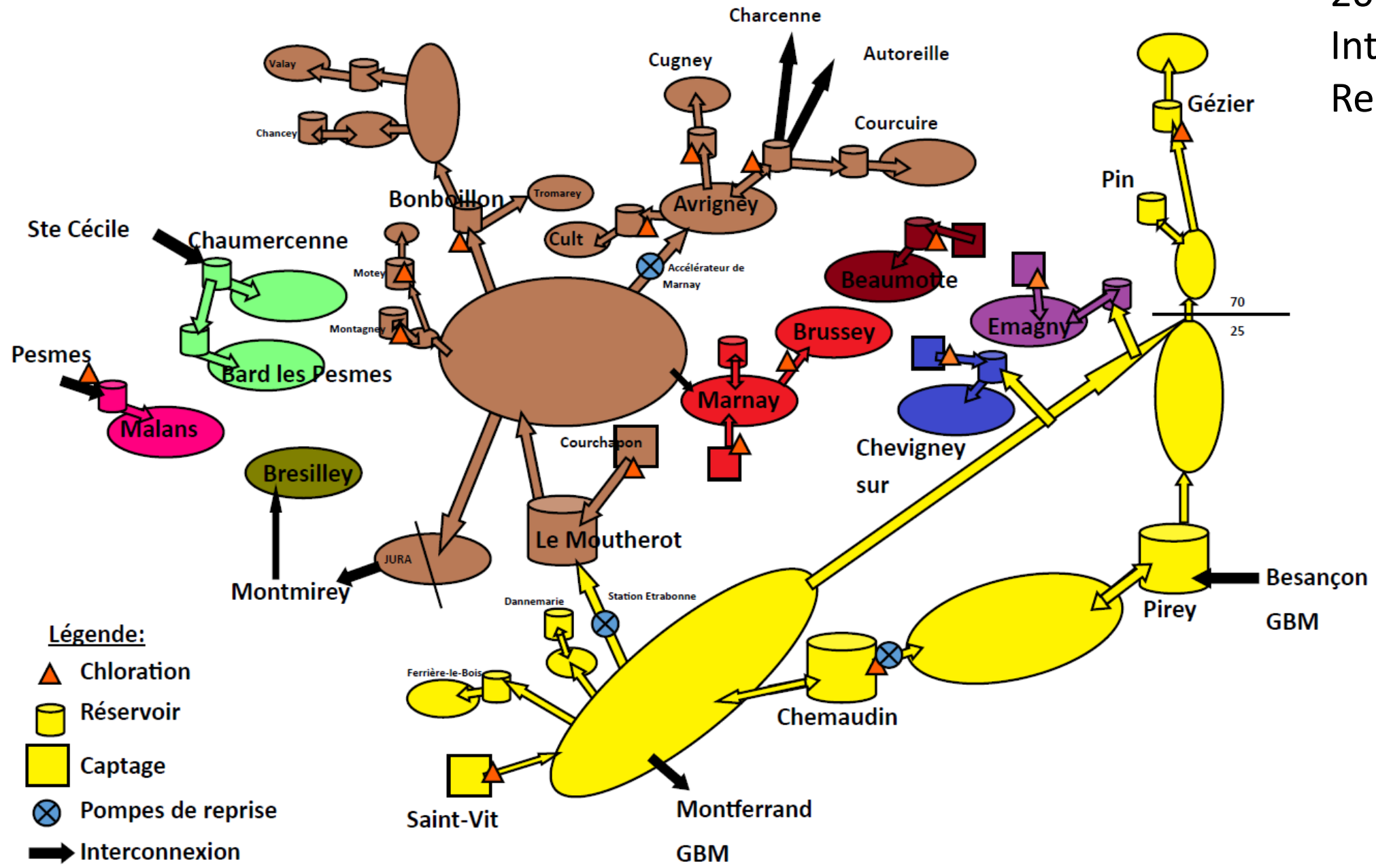
2022
 Programme de
 chloration relais et
 analyseur en continu








Juin 2023
Interconnexion
Gezier



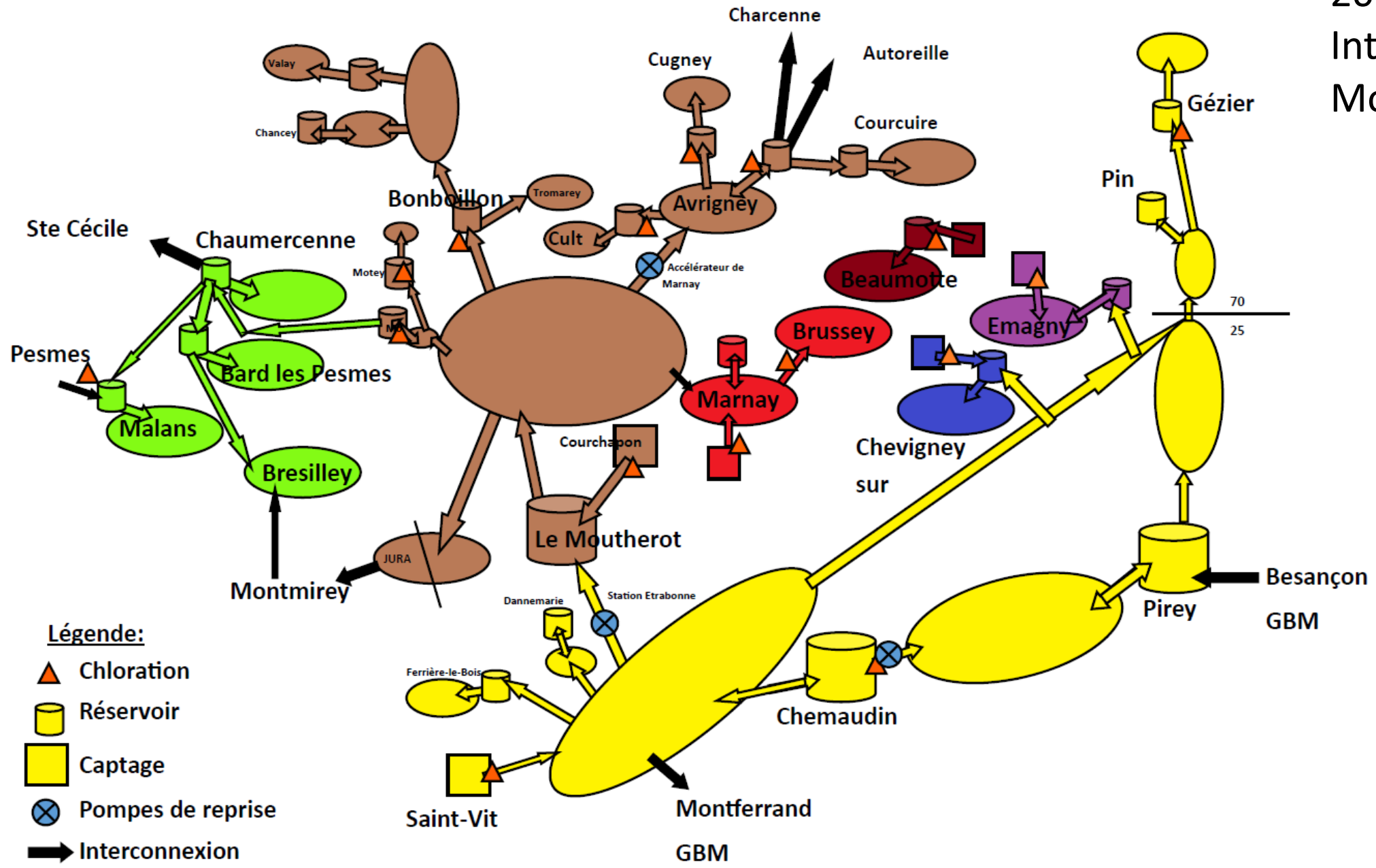
2024-2026
 Interconnexion
 Recolonne Moncley



Légende:

-  Chloration
-  Réservoir
-  Captage
-  Pompes de reprise
-  Interconnexion

2025 Interconnexion Montagney

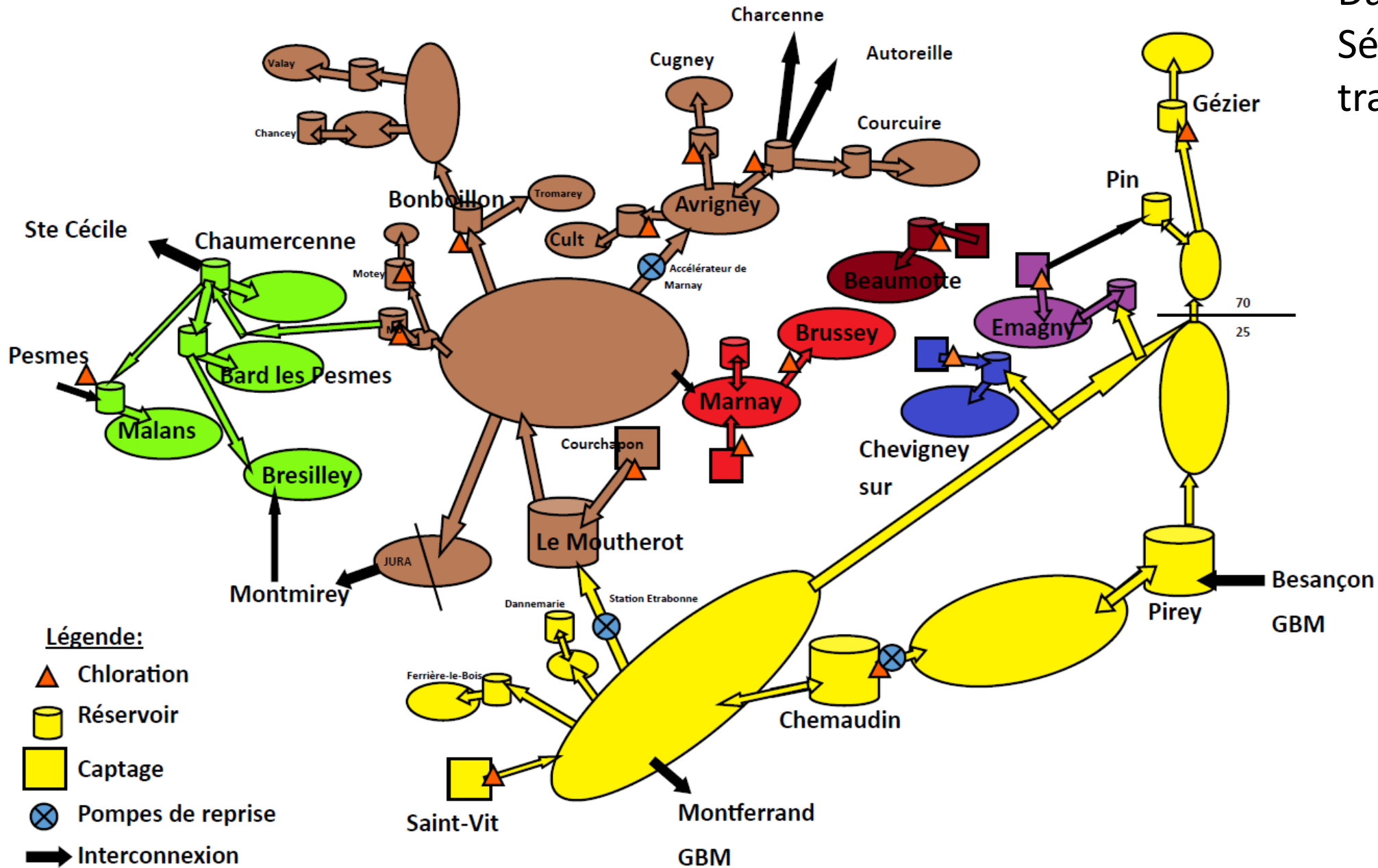


Légende:

- ▲ Chloration
- 🗄 Réservoir
- 🟡 Captage
- ⊗ Pompes de reprise
- ➡ Interconnexion

70
25

Date non connue
Sécurisation
traversée de l'Ognon



PIC

Plan Interne de Crise

- ▣ **Partie réglementaire (Articles R112-1 à Annexe 4)**
 - ▣ **LIVRE VII : SÉCURITÉ CIVILE (Articles D711-10 à D768-7)**
 - ▣ **TITRE III : PROTECTION GÉNÉRALE DE LA POPULATION (Articles R731-1 à R733-16)**
 - ▣ **Chapitre II : Obligations en matière de sécurité civile (Articles R732-1 à R732-34)**

Section 1 : Maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population (Articles R732-1 à R732-8)

Naviguer dans le sommaire du code

> Article R732-3

Version en vigueur depuis le 01 décembre 2014

Création DÉCRET n°2014-1253 du 27 octobre 2014 - art.

Pour assurer le maintien de la satisfaction des besoins prioritaires définis à l'article R. 732-1, les exploitants mentionnés à l'article L. 732-1 prennent toutes mesures pour :

- 1° Protéger leurs installations contre les risques, agressions et menaces prévisibles ;
- 2° Alerter sans délai l'autorité compétente de l'imminence ou de la survenue d'une défaillance grave de leurs installations susceptible de porter atteinte à la continuité du service ;
- 3° Mettre en œuvre les mesures demandées par le préfet dans le cadre du plan Orsec et de ses dispositions spécifiques ;

4° Elaborer un plan interne de crise qui permet :

- a) De pallier les conséquences les plus graves des défaillances, de la neutralisation ou de la destruction des installations ;
- b) D'assurer le plus rapidement possible une distribution adaptée du service permettant la satisfaction des besoins prioritaires susmentionnés ;
- c) De rétablir un fonctionnement normal du service dans des délais compatibles avec l'importance des populations concernées et tenant compte des dommages subis par les installations.

Une fois le fonctionnement normal du service rétabli, les exploitants et les opérateurs concernés prennent les mesures préventives et palliatives complémentaires que les enseignements tirés de la crise ont rendues nécessaires.

PGSSE

PIC

MERCI POUR
VOTRE ECOUTE

QUESTIONS?